

*Les crédits*

connaissions dans le monde occidental, l'unification de l'Allemagne qui s'est faite il y a quelques jours à peine, le renversement, à l'autre bout du monde, de 40 années d'apartheid en Afrique du Sud, le courage des Latino-américains qui se débarrassent d'horribles gouvernements dictatoriaux et corrompus et qui veulent la démocratie et des marchés plus libres. Bien entendu, nous voyons le Mexique se diriger vers une économie de marché plus libre.

De l'autre côté du Pacifique, nous voyons le Japon, les quatre tigres, et maintenant les jeunes pays montants de la Malaisie, de la Thaïlande, de l'Indonésie, dont les taux de croissance continuent de distancer ceux du reste du monde. Les investissements inter-régionaux ne connaissent plus les frontières et se répandent dans ces autres pays.

• (1540)

Enfin, les économies de l'Europe ont découvert avec une ferveur renouvelée la promesse de la coopération au sein d'un continent aux frontières ouvertes. La deuxième moitié des années 80 marque la renaissance de l'idéal européen conduisant à la perspective exaltante d'un marché européen fort et uni de près d'un demi-milliard de personnes d'ici quelques années—un demi-milliard de personnes, un marché fort. Un marché libre—une libre circulation dans ces régions.

Tout cela est excitant sur les plans politique et économique. C'est une époque passionnante pour tous ceux qui veulent miser sur les points forts du Canada en investissant dans les échanges commerciaux et technologiques.

Monsieur le Président, ce n'est pas le moment de se tordre les mains en déplorant de ne pas avoir profité des occasions des années 1960, 1970 et 1980. Il nous faut plutôt construire à partir des succès prometteurs obtenus au cours des années 1980.

Le gouvernement est très conscient de ce qui se passe. Nous devons nous tourner vers le monde et vers le futur, plutôt que vers soi et vers le passé. Nos politiques doivent correspondre à ces défis et doivent permettre de saisir l'occasion, parce que si le pays ne profite pas des nouvelles possibilités de l'économie mondiale, au cours de la décennie 1990, il sera condamné à assumer un statut de seconde classe. Ce gouvernement ne fera pas cette erreur.

Nous savons que ces forces et ces développements mondiaux se traduiront par une plus grande concurrence, mais cela entraînera également des possibilités sans précédent au cours des années à venir. Le gouvernement élaborera une méthode de plus en plus perfectionnée et

complexe d'aborder les politiques commerciales et industrielles et les échanges commerciaux. Nous bâtirons sur les réalisations des six dernières années. Nous adapterons nos politiques pour qu'elles répondent aux défis constamment renouvelés en fonction des changements mondiaux.

Nous savons à quels défis nous préparer, notamment à l'internationalisation des industries, en raison des choix d'investissement des multinationales. Actuellement, ces multinationales produisent et vendent leurs produits n'importe où dans le monde où elles sont susceptibles de faire le plus de bénéfices.

Nous reconnaissons l'importance accrue des secteurs des services et des placements qui viennent s'ajouter à ceux, plus classiques, des ressources et de la fabrication. Nous sommes conscients des risques de plus en plus grands, dus en grande partie au protectionnisme et à l'intransigeance manifestés par les États-Unis, d'une tendance à prendre, sur les questions commerciales, des décisions unilatérales plutôt que bilatérales, comme c'est le cas actuellement avec Tokyo et Bruxelles, et à ne pas tenir compte des intérêts des partenaires moins importants comme le Canada.

Nous admettons que la crise du Golfe a rapidement fait ressurgir le spectre d'une troisième crise énergétique mondiale qui, si nous ne prenons pas les bonnes décisions, pourrait entraver tout développement. Nous sommes conscients que l'intégration de l'Europe de l'Est à l'économie mondiale exercera de fortes pressions sur le capital disponible—qui est, on le sait, le moteur de la croissance—et accroîtra les pressions politiques pour de nouvelles mesures d'allègement des dettes.

Nous savons que de telles mesures posent un sérieux défi, tant pour les pays en développement que les pays industrialisés. La dette totale des pays en développement excède maintenant 1,3 billion de dollars et les perspectives d'un revirement de situation restent très minces.

Un croissance lente, des ouvertures commerciales presque inexistantes et une corruption galopante restent le lot de bien des pays en développement. Nous le savons. Nous savons l'ampleur de ce défi pour le gouvernement.

À l'opposé, monsieur le Président, nous nous réjouissons cependant des nouvelles orientations données à leurs économies par de nombreux pays d'Amérique latine. Il est encourageant de constater que la croissance est encore possible dans les pays en développement.

Enfin, nous savons bien que les problèmes d'environnement sont liés au commerce parce que notre fragile environnement exige que nous adoptions des programmes commerciaux et industriels responsables. Par ailleurs, nous devons être vigilants face au protectionnisme